

La BIRD, la France et le *dollar gap*, 1946-1947

Patrice Baubeau

Le prêt accordé par la Banque internationale de reconstruction et de développement à la France en mai 1947 fut reçu avec une certaine déception en France : trop peu, trop cher, trop tard. Il s'agissait pourtant du premier prêt accordé par la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD)¹, et il demeure à ce jour le plus élevé de ceux qu'elle a accordés². De plus, cette opération importante intervient à un moment crucial, ce tournant de 1947³ qui touche à la fois la cristallisation de la guerre froide, le *modus operandi* des institutions de Bretton Woods projetées en 1944 et enfin l'équilibre politique et économique interne français. Le rôle du dollar est un des points communs à ces trois évolutions : désormais instrument de cette « *dollar diplomacy*⁴ » que semblent craindre les Français, il se caractérise par sa pénurie relative⁵ mais joue un rôle de pivot dans le système de Bretton Woods. De plus, seuls les États-Unis peuvent lier directement, et dans leur propre monnaie, endettement international, règlement des exportations et politique budgétaire.

Ce caractère à la fois indispensable et rare du dollar se cristallise précisément au début de cette période de transition entre l'ordre international issu de la victoire des Alliés et celui qu'établira leur désunion. Ainsi, au premier semestre 1947, des signaux nombreux mais contradictoires viennent témoigner des évolutions américaines, depuis le repli sur soi que semble incarner la victoire républicaine aux élections

¹ Ce texte a bénéficié de la relecture d'un rapporteur anonyme. Qu'il en soit remercié, étant entendu que les erreurs et omissions demeurent de ma seule responsabilité.

La Banque mondiale est à la fois l'appellation usuelle – qui a remplacé celle de « Banque Internationale » – de la BIRD et le nom d'un groupe constitué à partir de 1956, année de la création de l'IFC. K. Sarwar Lateef (ed.), *The Evolving Role of the World Bank, Helping Meet the Challenge of Development*, The World Bank, Washington D.C., 1995, p. viii. Voir aussi le site web de la Banque mondiale : <http://www.banquemondiale.org/>. Noter que sur ce site, une page est spécialement dédiée à l'histoire du premier prêt, accordé à la France.

² Corrigé de l'inflation. Mais le prêt accordé à Eskom en 2010 (et complété en 2011) pour développer des projets énergétiques en Afrique du Sud sera plus important lorsqu'il aura été entièrement réalisé.

³ Cette expression de « tournant » revient sans cesse dans l'ouvrage consacré à l'année 1947 : Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, notamment dans la contribution de Pierre Grosser.

⁴ René Servome, « La politique américaine des crédits à l'étranger », *Le Monde*, 11-12 mai 1947.

⁵ Jean-François Crombois, « Le Fonds monétaire international, le plan Marshall et la reconstruction des économies européennes 1946-1951 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, fascicule 4 : *Histoire médiévale, moderne et contemporaine*, n° 82, 2004, p. 995-1019. Débattue depuis 1947, la clause de rareté du dollar prévue aux statuts du FMI fut écartée, comme Harry D. White l'avait laissé entendre dès 1945, en 1948, Raymond F. Mikesell, "Some Issues in the Bretton Woods Debate", dans Orin Kirshner (ed.), *The Bretton Woods GATT System. Retrospect and Prospect after Fifty Years*, New York, M.E. Sharpe, 1996, p. 24.

de 1946 jusqu'au discours de George Marshall à Harvard le 5 juin 1947. En même temps, les obstacles au rétablissement économique de la France se précisent douloureusement. Ces quelques mois sont en effet ceux de l'agitation, d'un côté, avec l'insurrection malgache, l'éviction des ministres communistes du gouvernement, les premières manifestations sociales de grande ampleur – qu'il s'agisse des premières grandes grèves ouvrières depuis la Libération ou des protestations violentes des professions indépendantes contre le « dirigisme ». Cette agitation témoigne de l'expression croissante, et éventuellement violente, des mécontentements, qu'explique en partie l'érosion du pouvoir d'achat des salaires. De l'autre côté, les désillusions s'accumulent : reculs sur la question des réparations allemandes, réduction de l'appui à attendre de l'URSS, aggravation du rationnement du blé et du pain enfin. Dans ce contexte extrêmement troublé et mouvant, attribuer la réalisation du prêt, le 9 mai, au seul départ des ministres communistes, le 4 mai, révèle une lecture obsidionale de l'histoire⁶. Ainsi, malgré les vigoureuses réserves qu'ils expriment au Parlement⁷, les communistes votent la loi autorisant l'emprunt – et évoquent d'ailleurs presque en même temps leur prochain retour au gouvernement⁸. L'histoire de ce prêt, pour être bien saisie, doit être abordée selon trois temporalités, si l'on met de côté les équilibres géopolitiques qui en forment la toile de fond permanente. La décennie 1940 est marquée principalement par le phénomène du *dollar gap*, dans lequel la position américaine est plus ambiguë qu'il ne pourrait paraître au premier abord. Les deux années couvertes par les espoirs et les désillusions des négociateurs français envers la BIRD correspondent à la mise en place conflictuelle de la Banque. Enfin, le temps court de la conclusion articule les objectifs affichés et les urgences impératives, la déception immédiate et les espoirs plus vastes ouverts par l'évolution américaine.

Le *dollar gap* des années 1940 : une réalité pesante mais ambiguë

Un phénomène de nature structurelle

Le *dollar gap* tel qu'il se manifeste dans l'après-guerre procède des programmes d'armement massifs adoptés à partir de 1938 par les clients des États-Unis⁹. Ces importations, notamment européennes, impliquent en contrepartie un flux net d'or et de devises depuis l'Europe vers les États-Unis. Mais ce courant d'exportation américain ne peut se maintenir qu'autant que les Européens disposent des ressources

⁶ Interprétation relayée par Annie Lacroix-Riz, « La grève d'avril-mai 1947 de la régie Renault : des événements à leur contexte général », *Renault Histoire*, n° 6, juin 1994, p. 128-161. Version consultée en ligne, p. 4 du fichier PDF. Avec plus de précautions, Gérard Bossuat rapproche également les deux événements : « Le départ des communistes du gouvernement français n'était sans doute pas étranger à cet effort du gouvernement américain quoique [Christian] Valensi affirme que le contrat était bouclé depuis mars. », Gérard Bossuat, *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960. Une nouvelle image des rapports de puissance*, Paris, CHEFF, 2001, p. 132.

⁷ *Journal officiel de la République française (JORF)*, Débats parlementaires (DP), Assemblée nationale (AN), séance du 23 mai 1947, p. 1750-1756. *JORF*, DP, Conseil de la République (CdR), séance du 29 mai 1947, p. 653-657.

⁸ Philippe Buton, « L'éviction des ministres communistes », dans Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *L'année 1947...*, *op. cit.*, p. 348.

⁹ Gérard Bossuat, *Les aides américaines...*, *op. cit.*, p. 5-23.

en capitaux nécessaires. L'hémorragie de devises subie par le Royaume-Uni à partir de 1940 aboutit ainsi au phénomène du *dollar gap* : désormais, les dollars américains susceptibles d'équilibrer l'excédent commercial américain doivent être avancés par les Américains eux-mêmes aux Britanniques puis, bientôt, à leurs alliés. C'est en particulier l'objet du programme prêt-bail¹⁰ (*lend-lease*) adopté et mis en œuvre à partir de mars 1941 et interrompu en septembre 1945, ainsi que Harry Truman s'y était engagé, dès la victoire remportée contre le Japon.

Avec le retour de la paix, la question du rééquilibrage des positions extérieures des différents pays est posée par John M. Keynes et Seymour E. Harris¹¹. Pour John M. Keynes, le déséquilibre des échanges entre les États-Unis et la Grande-Bretagne n'est pas un phénomène permanent : il se résorbera par la limitation des ressources britanniques et par la hausse théoriquement plus importante des prix américains du fait de la forte demande étrangère adressée aux États-Unis. En attendant cette résorption spontanée, les règles de Bretton Woods s'appliqueront, évitant les ajustements trop brutaux. Deux explications de la confiance, qui peut paraître un peu étonnante de la part de John M. Keynes, dans des mécanismes automatiques de retour à l'équilibre, découlent d'une part de son rôle crucial dans la négociation du prêt américain de 3,75 milliards de dollars au Royaume-Uni en 1946, d'autre part dans son souci de préserver, dans un monde devenu plus dirigiste, un espace libéral¹². Ce paradoxe keynésien est parfaitement exprimé par l'une des phrases de sa conclusion : « *Meanwhile for us the best policy is to act on the optimistic hypothesis until it has been proved wrong*¹³. »

Seymour Harris, en réfutant l'« hypothèse optimiste » de Keynes s'appuie essentiellement sur deux facteurs, qui tendent à démontrer qu'en réalité le besoin de prêts ou de dons en dollars pour financer leurs importations est devenu structurel pour les économies européennes. Cela pose un grave problème, comme l'avait déjà noté Walter Gardner, alors membre du Conseil des Gouverneurs du FED¹⁴, les exportations américaines étant passées de 3 à 14 milliards de dollars de 1938 à 1944 et leurs importations de 2,5 à 4 milliards. Selon lui, une fois les exportations d'armes réduites, il restera néanmoins un excédent commercial d'au moins 5 milliards de dollars à financer. Walter Gardner conclut : « *Thus the wariness of the American*

¹⁰ Cette avance peut prendre plusieurs formes, le principe du prêt-bail étant que les matériels fabriqués par les Américains leur seront rendus après la guerre si c'est possible, payés sinon. Le programme est contrebalancé en partie par le *Reverse lend-lease*, qui prévoit, dans des conditions similaires, la participation des Alliés au financement de l'effort de guerre américain. En fait, la situation des différents pays européen après guerre est très contrastée en fonction des réserves d'or et de devises antérieures à la guerre et de leur participation effective à l'effort de guerre. Pour plus de précisions, voir Gérard Bossuat, *La France, l'aide américaine et la construction européenne, 1944-1954*, 2 vol., Paris, CHEFF, 1992 et René Girault et Maurice Lévy-Leboyer, *Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, CHEFF, 1993.

¹¹ John Maynard Keynes, "The Balance of Payments of the United States", *The Economic Journal*, vol. 56, No. 222 (Jun., 1946), p. 172-187. Il s'agit du dernier article académique publié par le grand économiste britannique, décédé le 21 avril 1946. Seymour E. Harris "Dollar Scarcity: Some Remarks Inspired by Lord Keynes' Last Article", *The Economic Journal*, vol. 57, No. 226 (Jun., 1947), p. 165-178.

¹² J. M. Keynes, "The Balance...", art. cit., p. 185.

¹³ *Ibid.*, p. 186 : « En attendant, la meilleure politique pour nous est d'agir selon cette hypothèse optimiste jusqu'à ce que sa fausseté soit démontrée. »

¹⁴ Il est alors membre du Board of Governors of the Federal Reserve System.

*people lest they play Santa Claus on an unlimited scale is probably a good thing for the world*¹⁵. »

En effet, au-delà des conséquences à court terme des destructions et des pénuries matérielles, le rythme accru d'innovation signifie que la demande extérieure pour les produits américains ne sera pas réduite par un retour européen à sa structure de production antérieure. En somme, là où les ventes européennes sont soumises au régime classique d'élasticité de la demande aux prix (la demande baisse quand les prix augmentent), les productions américaines bénéficient d'un régime de nature plus monopolistique dans lequel leurs ventes sont beaucoup moins sensibles aux modifications de prix¹⁶. Si J. M. Keynes veut croire qu'un prêt unique mais massif suffira à la fois à garantir la valeur de la livre, à rétablir sa convertibilité et à rééquilibrer la balance commerciale anglaise, avec l'appoint éventuel des souplesses prévues dans le cadre de Bretton Woods, Seymour Harris au contraire insiste sur le caractère semi-permanent du *dollar gap*, qui ne découle par seulement des « besoins » britanniques et européens¹⁷, mais aussi de l'écart plus général qui s'est creusé entre les productions européennes et américaines. Dans ces conditions et sans action volontariste, le *dollar gap* est appelé à durer.

La situation française

Cette même « hypothèse optimiste » formulée par Keynes sert, au moins implicitement, de base de raisonnement aux responsables français. On peut le comprendre aisément : depuis 1942, les gouvernements français ont couru derrière des solutions pérennes au financement de l'effort de guerre, du ravitaillement et de la reconstruction, tout en tâchant de sauvegarder le « trésor » d'or et de devises évacué de France occupée. Or, sans cesse, les espoirs toujours renouvelés d'une solution à long terme ont été déçus et c'est en réalité en enchaînant des solutions partielles et temporaires que les Français sont parvenus à combiner leurs trois objectifs principaux : se financer ; préserver l'encaisse-or ; réserver leurs droits sur les réparations allemandes. Pour autant, cela ne découle pas d'un machiavélique calcul des Américains consistant à réduire la capacité de revendication de la France en maintenant cette dernière dans une position quémandeuse. Trois faits au moins l'illustrent.

D'abord, la suspension du régime du prêt-bail, qui a particulièrement déjoué les prévisions françaises, est intervenue beaucoup plus tôt que les Américains eux-mêmes ne l'imaginaient, en raison de la terrifiante efficacité de l'arme nucléaire¹⁸. Les projets de planification à long terme de l'aide financière américaine esquissés

¹⁵ Walter R. Gardner, "The Future International Position of the United States as Affected by the Fund and Bank", *The American Economic Review*, vol. 35, n° 2, Papers and Proceedings of the Fifty-seventh Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1945), p. 278. « Aussi, la méfiance des Américains, à moins qu'ils ne jouent au Père Noël sans limite, est probablement une bonne chose pour le monde. »

¹⁶ Seymour Harris, "Dollar scarcity...", art. cit., p. 169.

¹⁷ En moyenne, la situation des autres pays européens semble, en 1945, plus défavorable encore que celle de la Grande-Bretagne, malgré le maintien, pour certains d'entre eux, d'une encaisse en or conséquente. En effet, l'outil de production y est encore plus désorganisé et donc les capacités d'exportation plus faibles.

¹⁸ John S. Hill, "American Efforts to Aid French Reconstruction between Lend-Lease and the Marshall Plan", *The Journal of Modern History*, vol. 64, n° 3 (Sep., 1992), p. 505-506.

en 1944-1945 en sont la preuve¹⁹. Ensuite, dès 1945, les missions et réflexions américaines font ressortir l'urgence d'un plan de financement coordonné en direction des pays européens alliés, alors même que le Congrès américain devient plus hostile à la poursuite d'une aide massive à l'extérieur. Enfin, on ne peut que constater que, confrontés aux demandes françaises, les Américains ont sans cesse tâché d'y répondre avec les moyens dont ils disposaient à ce moment-là, comme en témoigne le tableau ci-dessous :

**Prêts « publics » extérieurs à la France 1944-1947²⁰
(hors Aide intérimaire et plan Marshall)**

Date du prêt	Prêteur	Devise	Montant	Taux
27 mars 1945	Royaume-Uni	Livres sterling	100 676 581	0,5 %
4 déc. 1945	Eximbank	Dollars	550 000 000	2 3/8 %
9 avril 1946	Canada	Doll. Canadiens	253 446 312	3 %
28 mai 1946	États-Unis	Dollars	653 300 000	2 %
13 juillet 1946	Eximbank	Dollars	650 000 000	3 %
9 déc. 1946	USMC ²¹	Dollars	55 600 000	3,5 %
6 déc. 1947	OFLC ²²	Dollars	32 438 857	2 %
9 mai 1947	BIRD	Dollars	250 000 000	4 1/4 %
24 mai 1947	FMI ²³	Dollars	25 000 000	

Un aspect sous-évalué : les inconvénients pour l'économie américaine

En sens inverse, les Français ne perçoivent peut-être pas suffisamment les formes de contraintes qui s'appliquent aux États-Unis. La contrainte budgétaire, la plus évidente, est la plus facile à lire selon une grille politique simple, discutable mais employée par les Français, opposant « multilatéralistes » et « isolationnistes ». Un second aspect, progressivement pris en compte, découle du caractère très atypique de la sortie de guerre américaine. En effet, et contrairement à ce qui s'était passé en 1919, il n'y a ni effondrement de la production et des revenus, ni baisse des prix

¹⁹ « Memorandum by the Director of the Office of Financial and Development Policy (Collado) to the Under Secretary of State (Acheson) », 9 juillet 1945, in *Foreign Relations of the United States (FRUS), 1946, Volume 1, General; The United Nations*, Washington, Government Printing Office, 1972, p. 1395-1396.

²⁰ Source : Archives du ministère des Finances – Savigny-le-Temple (CAEF). Carton B-0052469 – Direction des Finances extérieures – Evolution de la D.E.P. – Tableau de « Situation au 31 décembre 1958 de la dette extérieure française contractée depuis 1940. (en unités de devises dans laquelle la dette est payable) », et Gérard Bossuat, *Les aides américaines...*, *op. cit.*, tableau 48, p. 360.

²¹ USMC : United States Maritime Commission.

²² OFLC : Office of the Foreign Liquidation Commissioner.

²³ Le taux d'intérêt de ce prêt n'est pas donné en raison des règles particulières du FMI : il s'agit d'un *swap* de devises à trois mois qui se transforme au-delà en prêt à intérêt progressif. Ces prêts sont en théorie à court terme, mais « Camille Gutt, managing director of the Fund, does not expect repayment to be completed within less than four or five years », *New York Times*, 24 mai 1947.

aux États-Unis. Au contraire, le risque majeur perçu en 1946 est celui d'une inflation, alimentée par des mouvements sociaux du côté des salaires, par la forte demande nationale et internationale pour les produits américains du côté de l'offre, demande financée par l'épargne forcée du temps de guerre. Dans ces conditions, financer le pouvoir d'achat européen revient à alimenter les tensions inflationnistes américaines. Le troisième aspect, enfin, découle du mode de financement des exportations américaines : il semble que les investisseurs privés américains soient très réticents à cet égard²⁴. Il faut donc un mécanisme de financement extérieur qui – au minimum – bénéficie de la garantie publique : c'est le rôle de l'Export Import Bank (Eximbank) créée en 1934²⁵. Les montants des financements alloués dépendront donc d'un arbitrage délicat entre les possibilités budgétaires (et les choix politiques qui y sont associés), la part des financements privés, et enfin de la priorité donnée à la croissance de la production ou à la lutte contre l'inflation (les deux n'étant pas forcément incompatibles à moyen terme).

À cet égard, le ralentissement de l'inflation aux États-Unis au début de 1947 et les menaces d'effondrement des économies européennes changent la donne. En effet, dans ce cas, le dollar pourrait monter pour des raisons strictement monétaires, du seul fait de la débandade des autres monnaies, tandis que les débouchés européens se tariraient entièrement, au risque d'augmenter les risques budgétaires et financiers américains, sous forme d'aide d'urgence et de moratoire sur les prêts déjà accordés. On le voit, toute dominante que soit l'économie américaine, elle n'est pas toute puissante et la planification des efforts envers l'Europe ne s'impose pas moins que la planification de leurs efforts par les Européens.

Les institutions de Bretton Woods et la BIRD : une solution au *dollar gap* ?

La douloureuse mise en place de la BIRD

Une bonne partie de ces difficultés avaient été anticipées par les Alliés, principalement les Américains et les Britanniques, depuis 1941 et leur solution était au cœur des débats de la conférence de Bretton Woods, réunie en juillet 1944. C'est pourquoi ils avaient prévu, en même temps que l'engagement à participer à un système commercial libéral et multilatéral, un délai avant sa mise en œuvre pour les pays victimes de la guerre, un régime de contrôle des capitaux et enfin deux institutions spécifiques : le FMI et la BIRD.

L'importance de la BIRD n'apparut que progressivement, et d'abord lorsqu'il fut manifeste que la thèse américaine sur le FMI, défendue par Harry Dexter White, l'emportait sur celle de John M. Keynes²⁶. En effet, les règles adoptées impliquaient

²⁴ Cette méfiance est au cœur des conflits autour de la direction de la BIRD entre décembre 1946 et mars 1947 (voir *infra*).

²⁵ *FRUS*, 1946, 1, *op. cit.*, note 4, p. 1392.

²⁶ Pour une analyse contemporaine sur ce résultat, voir Arthur Smithies, "The International Bank for Reconstruction and Development", *The American Economic Review*, vol. 34, n° 4 (Dec., 1944), p. 785. Cette conclusion est confirmée par le témoignage plus tardif et l'analyse de Raymond F. Mikesell, *The Bretton Woods Debates: A Memoir*, Essays in International Finance, no. 192, Princeton, International

l'absence de symétrie entre les responsabilités des pays à excédent (dont le taux de change s'appréciait) et les pays à déficit. Il fallait donc, au-delà des prêts de devises à court terme afin de stabiliser les taux de change, un mécanisme de prêt à long terme susceptible de financer des activités exportatrices destinées à rééquilibrer la balance des paiements²⁷. Une telle institution avait été étudiée par White et les services du Trésor américain depuis la fin 1941²⁸.

Peu après la conférence de Savannah, en mars 1946, qui établit le principe d'une présidence américaine de la Banque et européenne du Fonds²⁹, la phase opérationnelle de création des deux institutions s'ouvre par le processus de nomination des présidents. Si celle de Camille Gutt au FMI est rapidement acquise, en l'absence d'un candidat, la présidence temporaire de la BIRD revient à Emilio Collado, l'administrateur américain de la Banque. Emilio Collado était alors directeur du bureau de politique financière et de développement³⁰ et membre du nouveau National Advisory Council on International Monetary and Financial Problems³¹ (NAC). Léonard Rist, l'administrateur suppléant français au Conseil d'administration de la BIRD (la France en étant membre de droit) rend compte des premières séances à partir de mai 1946³², ce qui permet de comprendre la dynamique qui se met en place.

Au contraire de ce qui s'est passé au FMI, on assiste à deux phénomènes très importants dans les premiers mois de la BIRD : d'abord, la réalité du pouvoir se concentre dans le Conseil d'administration et non pas dans sa direction. La fréquence élevée des réunions de ce conseil et des contacts entre administrateurs et le volumineux courrier de Léonard Rist puis de son successeur Guy de Carmoy en témoignent. Aussi, la nomination du premier président de la Banque paraît entièrement contrôlée par le gouvernement américain et par Emilio Collado : d'abord acquise au sein du NAC, elle n'est qu'ensuite présentée par Collado au Conseil de la BIRD. Et Léonard Rist rapporte que « l'administrateur américain a annoncé la candidature de Mr. Eugene Meyer à la présidence 15 mn avant la réunion », le gouvernement américain exigeant de surcroît que le Conseil se prononce immédiatement, sans audition préalable³³.

Le profil d'Eugene Meyer renforce le caractère politique de la BIRD. Par politique, on entend ici les objectifs généraux poussés par le NAC et portant notamment sur les plans à moyen terme de financement des pays dévastés, et plus particulièrement des Alliés européens et s'opposant aux conceptions jugées « restrictives » des milieux conservateurs et financiers. Il a été choisi par Truman du fait de son expérience et de ses positions contre l'isolationnisme, en faveur du prêt-bail et des accords de Bretton

Finance Section, Department of Economics, Princeton University, March 1994, p. 3, 25. Je remercie Robert Boyce pour cette dernière référence.

²⁷ W. Gardner, "The Future International Position...", *op. cit.*, notamment p. 285-286.

²⁸ R. F. Mikesell, *op. cit.* p. 6 et 9.

²⁹ Archives du ministère des Finances (CAEF), Dossier B0062090/1, chemise « 1946 », télégramme (copie) du 5 mars 1946 de Georges Bidault à l'ambassade française à Washington.

³⁰ *FRUS*, 1946, vol. 1, *op. cit.*, p. 1395.

³¹ La première réunion du NAC se tint le 21 août 1945, à la veille de la suspension du prêt-bail et juste après la ratification des accords de Bretton Woods et l'extension des moyens de l'Eximbank (31 juillet 1945), Collado ne participe pas à cette première réunion. *FRUS*, 1946, vol. 1, *op. cit.*, p. 1399.

³² CAEF, B0062090/1, 1946, Lettre de L. Rist, administrateur suppléant de la BIRD au ministre des Finances (Direction du Trésor) du 22 mai 1946.

³³ CAEF, B0062090/1, 1946, Télégramme de L. Rist, 4 juin 1946.

Woods. Son principal défaut, aux yeux de Léonard Rist – et vraisemblablement des administrateurs – demeure son âge, 70 ans³⁴. L'équilibre institutionnel en juin 1946 implique donc un président américain âgé, secondé par un vice-président également américain, Harold D. Smith, ce tandem succédant lentement à Emilio Collado, président temporaire, qui demeure administrateur et surtout le seul lien direct entre la BIRD et le NAC. De ce fait, le déséquilibre en faveur du Conseil et au détriment de l'exécutif de la BIRD se maintient jusqu'à l'annonce de la démission « inopinée » de E. Meyer, le 3 décembre 1946³⁵. Il est difficile, en l'absence d'une consultation des archives américaines, de démêler toutes les raisons de cette démission. Mais cette démission révèle clairement les tensions qui persistent, côté américain, sur les questions d'organisation et de politique de prêt de la Banque. En effet, non seulement la démission de Eugene Meyer entraîne celle, forcée, de Harold Smith³⁶, mais elle fragilise la position de Emilio Collado et atteint l'image de la BIRD.

Or ce dernier point a pris une importance considérable du fait du caractère assez virtuel des ressources de la Banque telles que décidées à Bretton Woods. En effet, sur les quelques 9 milliards de dollars de capital action affichés, seuls 20 % sont immédiatement libérables, les 80 % restant, non appelés, devant seulement jouer un rôle de garantie. De surcroît, sur les 20 % acquis, seuls 2 % du capital total sont versés en or et en dollars, le reste l'étant en monnaies nationales. Comme les États-Unis sont le premier contributeur et que leur monnaie nationale est en même temps la ressource internationale de la Banque, cela améliore un peu la situation. En effet, les demandes de prêt portent principalement sur des dollars, car c'est aux États-Unis, *dollar gap* oblige, que les emprunteurs veulent se fournir en matériaux et machines indispensables, ou en dollars que les fournisseurs souhaitent par préférence être réglés. Au final, environ 725 millions de dollars sont disponibles au début de 1947³⁷. Cette contrainte entraîne une double conséquence. D'abord, la BIRD ne pourra pas jouer le rôle général envisagé en 1944, et encore par le NAC en 1945-1946, faute de ressources suffisantes³⁸. Dès lors, elle doit impérativement accéder aux marchés pour financer ses opérations et, plus précisément, au marché du dollar, c'est-à-dire *Wall Street*.

Or l'accès de la BIRD à *Wall Street* suppose remplies trois conditions : sa crédibilité de prêteur, sa crédibilité d'emprunteur, son insertion dans la communauté financière, ses règles et ses pratiques. La crédibilité de prêteur exige que la Banque prête moins sur des critères politiques que techniques. La crédibilité d'emprunteur découle de la première puisque, en l'absence de convertibilité des monnaies de la plupart des actionnaires, un défaut de paiement d'un emprunteur de la Banque devrait être

³⁴ *Id.*, Directeur du *Washington Post*, E. Meyer a été administrateur de la *War Finance Corporation* en 1919 du *Federal Farm Loan Board* de 1927 à 1929, puis gouverneur du *Federal Reserve Board* de 1930 à 1933 et de la *Reconstruction Finance Corporation* pour Hoover.

³⁵ *Id.*, Lettre de G. de Carmoy du 6 décembre 1946.

³⁶ Il donne sa démission le 18 décembre, mais surtout : « Pendant les semaines qui ont suivi la démission de M. Meyer il est apparu plus clairement aux yeux de tous que M. Smith n'avait ni les qualifications techniques ni même les capacités administratives pour remplir son poste à la satisfaction du Conseil », *id.* Lettre de G. de Carmoy du 14 janvier 1947.

³⁷ *Id.*, Lettre de G. de Carmoy du 28 mars 1947.

³⁸ Ainsi que l'indique Sylvia Porter dans le *New York Post* du 3 mars 1947 : « Sur un point il n'y a pas de question : la nouvelle Banque Internationale n'est pas et ne sera pas l'institution envisagée par les Nations Unie à la Conférence de Bretton Woods en 1944 ». Cité in *Id.*, Lettre de G. de Carmoy du 7 mars 1947.

couvert auprès des porteurs d'obligations par les disponibilités de la BIRD, c'est-à-dire par les réserves accumulées : elle ne peut prêter à perte. Enfin, une émission d'obligations BIRD à *Wall Street* suppose d'adopter les règles et les usages de ce milieu et, plus particulièrement, de surmonter la méfiance envers cette institution³⁹. La longue négociation autour de la nomination de John McCloy, juriste établi à *Wall Street*, s'inscrit parfaitement dans ce double conflit entre Américains autour de l'alignement institutionnel (exécutif et NAC ou Congrès) et financier (financement par les États ou par le marché) de la BIRD. Aussi la transition est-elle longue puisque son élection par le Conseil d'administration de la BIRD n'intervient que le 28 février 1947 et son entrée en fonction le 18 mars 1947⁴⁰. Entre-temps, un véritable bras de fer s'est déroulé, qui se termine par la démission forcée puis le décès (crise cardiaque) de H. Smith, et son remplacement par Robert L. Garner, un homme d'affaires⁴¹ et surtout l'éviction d'E. Collado du Conseil de la BIRD et du NAC, où il est remplacé par Eugene Black, représentant des milieux d'affaires new-yorkais⁴². En somme, la « diagonale politique » qui s'était consolidée entre le Trésor, le NAC et la BIRD pour contourner l'hostilité croissante du Congrès à un engagement budgétaire trop généreux, incarnée par E. Collado, est remplacée par une « diagonale financière », incarnée par trois hommes de Wall Street, le juriste McCloy, le banquier Black et l'homme d'affaires Garner, chargés d'assumer les trois dimensions de la crédibilité de la BIRD, mais traduisant aussi une autre conception du *dollar gap*.

La négociation du prêt de la BIRD à la France : un instantané du *dollar gap* français

La fragile position française auprès de la BIRD

Dans ces conditions, l'espoir français d'un prêt massif – et renouvelable – de la BIRD à la France, caressé après la semi-déception des accords Blum-Byrnes de mai 1946, ne pouvait qu'être sévèrement menacé, malgré la promesse d'un soutien du gouvernement américain⁴³. Et cela d'autant plus que la position de la France auprès de la BIRD n'apparaît pas particulièrement solide.

La fragilité de la position française s'observe d'abord en raison du mécontentement lié à ce qu'on estime, à Paris, être la sous-pondération des intérêts français à la BIRD et au FMI. La participation française représente en effet à peine plus du tiers de celle

³⁹ « M. McCloy avait été très frappé par le scepticisme et la méfiance témoignés à l'égard de la Banque dans les milieux financiers de New York et même de Boston et il était arrivé à la conclusion que le Président devait apparaître non seulement comme le chef d'une institution internationale, mais encore comme l'homme responsable de la défense des porteurs d'obligations de la Banque. », déclaration de J. McCloy devant le Conseil d'administration de la BIRD, 31 janvier 1947, *Id.* Lettre de G. de Carmoy du 30 janvier 1947. Voir dans le même sens les lettres de G. de Carmoy du 12 novembre 1946, du 14 janvier 1947, du 1^{er} mars 1947, du 28 mars 1947...

⁴⁰ CAEF, B0062090/1, 1946 et 1947, courriers de G. de Carmoy.

⁴¹ R. Garner est alors vice-président de *General Foods Corp.* et ancien vice-président de la Guarantee Trust, *id.*, Télégramme chiffré de Lacoste, de la part de M. de Carmoy, 28 février 1947.

⁴² Sur Eugene Black, banquier spécialiste du placement des valeurs mobilières durant l'entre-deux-guerres, qui rejoint la *Chase National* en 1933, voir la page qui lui est consacrée sur [le site de la Banque mondiale](#).

⁴³ Gérard Bossuat, *L'aide américaine...*, *op. cit.*, p. 131.

de la Grande-Bretagne⁴⁴ : très vite, les représentants français à Washington, lors de la conférence de Savannah et en prévision de la réunion des gouverneurs de septembre 1946, tâchent de modifier ce point⁴⁵. Il ne s'agit pas d'une pure question de prestige : en effet, le montant des quotas détermine le maximum des droits de tirage sur le FMI, qui ouvrent la possibilité d'un crédit à court terme en dollars renouvelable⁴⁶.

Cette fragilité est renforcée par le poids et l'attitude des personnalités qui assurent la représentation française auprès des institutions de Bretton Woods. Pierre Mendès France a évidemment une surface personnelle importante, ainsi qu'Henri Bonnet, l'ambassadeur français à Washington ou Jean de Largentaye, auprès du FMI⁴⁷. L'influence des trois Français qui jouent un rôle auprès de la BIRD à Washington dépend en revanche surtout des contacts noués sur place et de la qualité des relations qu'ils ont entre eux. Christian Valensi, attaché financier à l'ambassade de France et correspondant de la Direction des Finances extérieures (Finex) est à Washington depuis 1943. Léonard Rist, est l'« *alternate* » français à la BIRD puis le directeur des Études économiques de la Banque internationale et Guy de Carmoy lui succède⁴⁸. Or, leurs relations ne semblent pas idylliques : dans ses *Mémoires* Christian Valensi ne cite pas une seule fois Guy de Carmoy⁴⁹ et expédie L. Rist en trois lignes cruelles⁵⁰. Cette atmosphère de serre chaude⁵¹, a pu peser sur la capacité à saisir, traduire et transmettre une image fidèle de la position de la France à l'égard de la BIRD.

Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre...

Conséquence de ces faiblesses, il paraît manifeste que les négociateurs français, malgré de très nombreux indices convergents et une longue négociation, n'aient pu ou voulu admettre les limites de leur dossier et les contraintes de la BIRD. Le 11 mai 1946, Christian Valensi formule à partir des instructions du ministre des Finances la demande de prêt française à remettre au président de la BIRD⁵² et la

⁴⁴ *Money and the Post-War World. The Story of the United Nations Monetary and Financial Conference*, London, U.N. Information Organisation, London, 1945, p. 39 : d'après les accords de Bretton Woods, le « quota » du Royaume-Uni au FMI et à la BIRD est de 1 300 millions de dollars pour chaque institution, contre 450 pour la France. Voir le témoignage de R. Mikesell, *op. cit.*, p. 37.

⁴⁵ Par exemple CAEF, B0062090/1, 1946, Lettre de Rist du 1^{er} juillet 1946. Cette augmentation est acquise à la suite de la réunion des gouverneurs de septembre 1946 et entérinée, pour la BIRD, par un vote du Conseil d'administration du 3 octobre 1946. Mais l'augmentation est symbolique : de 450 à 525 millions de dollars...

⁴⁶ *Id.* note du 3 mai 1946 de L. Rist à G. Guindey.

⁴⁷ CAEF, B 0062090/1 – nombreuses pièces témoignant des communications entre Guindey, Rist et Largentaye en 1946.

⁴⁸ CAEF, B0062090/1, Télégramme de Pierre Mendès France au ministère des Finances – Série BIRD n° 3 – 25 juillet 1946.

⁴⁹ Christian Valensi, *Un témoin sur l'autre rive. Washington, 1943-1949*, Paris, CHEFF, 1994. De Carmoy n'est cité ni dans l'index, ni dans le texte, alors qu'il évoque assez longuement les négociations autour du prêt BIRD.

⁵⁰ « [...] Léonard Rist, un des fils de "notre" Charles Rist, économiste universellement connu et ancien sous-Gouverneur de la Banque de France ; Léonard n'atteint jamais la stature de son père et n'obtint pas un poste de premier rang, mais il était sympathique de le savoir à l'intérieur de la place. », *Id.*, p. 348. Noter que Léonard Rist ne figure pas non plus dans l'index.

⁵¹ Selon le tableau dantesque que trace Christian Valensi de la colonie française à Washington pendant la guerre dans les premières pages de ses mémoires, *ibid.*, p. 3-11.

⁵² CAEF, B0062090/1. Lettre du 11 mai 1946 de l'Attaché financier au Président de la BIRD.

transmet officiellement dès le 1^{er} juin, juste après la conclusion des accords Blum-Byrnes : il n'était guère possible de faire plus maladroit. En effet, cette demande est transmise à Émilio Collado, moins connu des Français comme président temporaire de la BIRD que comme personnage clé des programmes d'aide américaine à l'Europe, représentant du NAC, et sans attendre que le président définitif de la Banque soit nommé. Le canal choisi pouvait donc froisser les administrateurs et les dirigeants soucieux de l'indépendance de la jeune Banque à l'égard du gouvernement américain. De plus, la France exposait son jeu avant même d'avoir obtenu aucune indication sur les modalités et les capacités d'opération de la BIRD, institution multilatérale à laquelle une quarantaine de pays pouvait d'ores et déjà trouver fondé de s'adresser⁵³. Aussi, dès la présidence Meyer installée, des signaux négatifs apparaissent, correspondant à deux critiques envers la politique prêtée à la BIRD et qu'incarne la demande française. En effet, la mention du soutien américain à la demande française auprès de la BIRD dans les accords Blum-Byrnes est jugée déplacée par les membres non-européens de la Banque, d'une part parce que cela augure mal de la mission de « développement » de la BIRD qui semblerait se concentrer sur la « reconstruction », et d'autre part parce qu'il paraît contraire à l'esprit multilatéral de Bretton Woods que la politique de la Banque soit fixée par son principal actionnaire. Ensuite, le prêt à la France semble destiné à servir de précédent⁵⁴. Il soulève donc un très grand nombre de questions de fond comme de forme, que tous les pays intéressés souhaitent voir réglées sur ce dossier plutôt qu'à l'occasion de l'étude de leur⁵⁵... La plus cruciale de ces questions concerne le caractère des concours de la BIRD : doivent-ils répondre à un programme général – on dirait aujourd'hui macroéconomique – comme le plan Monnet, ou bien concerner des projets bien précis, dûment décrits et chiffrés ? En somme, la BIRD doit-elle financer le *dollar gap* ou des projets ponctuels visant à le réduire ? Enfin, Émilio Collado avertit Léonard Rist que la demande de la France est démesurée face aux ressources de la BIRD : « Prêter à la France la moitié de cette somme avant la fin de l'année semble, à première vue, trop important à M. Collado, qui désirerait consacrer près de 75 millions à l'Amérique du Sud (Chili et Brésil)⁵⁶. » On peut donc constater que dès juin 1946, les traits principaux du futur traité sont fixés : la demande française est excessive ; son montant devra au moins dans un premier temps être divisé par deux ; elle devra être fondée sur un dossier indépendant de celui des accords Blum-Byrnes. Et cela, alors même que la direction de la Banque est encore assumée par le plus « politique » des trois dirigeants qui se succèdent de mai 1946 à février 1947 ! Ainsi, et comme l'avait noté Michel Margairaz à propos de la négociation Blum-Byrnes, malgré les avertissements, les Français persistent dans leurs illusions⁵⁷.

C'est dans ces conditions que la négociation se poursuit, et s'adapte aux trois obstacles que nous avons vus devant la demande française : le glissement d'une

⁵³ CAEF, B0062090/1, Lettre de L. Rist du 5 juin 1946 : les pays intéressés sont alors les Pays-Bas, la Belgique, la Norvège, le Chili, le Brésil, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cette lettre confirme par ailleurs que le montant initial demandé est de 500 millions de dollars.

⁵⁴ Au sens jurisprudentiel du terme, aspect très important dans un pays de *common law*.

⁵⁵ CAEF, B0062090/1, Lettre de L. Rist du 17 juin 1946.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Michel Margairaz, « Autour des accords... », *op. cit.*, revient sans cesse sur ces termes « illusion » et « désillusion » dans les pages 455-457.

diagonale politique vers une diagonale financière, la question de la priorité entre reconstruction et développement, l'importance de la demande française au regard des ressources de la BIRD. La séquence des quatre négociations n'a été abordée réellement que par Olivier Feiertag à partir des archives de Wilfrid Baumgartner⁵⁸, alors président du Crédit national, l'établissement qui contracte directement avec la BIRD. On peut ainsi suivre, via les procès-verbaux assez elliptiques du Conseil d'administration du Crédit national la « mission dont il a été chargé aux États-Unis⁵⁹ ».

Mais là n'est pas l'intérêt principal des archives du Crédit national, qui permettent d'approcher le prêt BIRD d'un autre point de vue que celui de la fourniture de ressources en dollars. On sait en effet que les ressources en dollars de la France étaient très largement entamées à la date de conclusion du prêt, le 9 mai 1947, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous, récapitulant le taux d'emploi des prêts antérieurs en devises au 1^{er} janvier 1947 :

Utilisation des crédits extérieurs ouverts à la France au 1^{er} janvier 1947⁶⁰

Crédit	Montant accordé	Montant utilisé	% d'utilisation
Eximbank – 4/12/45	536 069 500	536 069 500	100 %
Canada – 9/4/1946	252 500 000	143 800 000	56,95 %
États-Unis – 28/5/46	720 000 000	720 000 000	100 %
États-Unis – 28/5/46	32 000 000	14 966 604	46,77 %
Eximbank – 13/7/46	650 000 000	76 000 000	11,69 %
Royaume-Uni – 3/12/46	400 000 000	400 000 000	100 %
Suède – 1946	22 000 000	22 000 000	100 %
Divers	100 000 000	100 000 000	100 %
TOTAUX	2 702 569 500	2 012 836 104	74,48 %

En effet, du point de vue du Crédit national, la période en cause correspond à la fois à la phase d'accélération de la mise en paiement des dommages de guerre ; aux tensions croissantes quant à la fourniture des ressources en francs nécessaires et enfin à la consolidation des mécanismes législatifs et réglementaires relatifs aux dommages de guerre, notamment par la loi du 29 octobre 1946. Or le Crédit national, un moment menacé par le projet de Caisse autonome de reconstruction, a repris la

⁵⁸ Olivier Feiertag, *Wilfrid Baumgartner. Un grand commis des finances à la croisée des pouvoirs (1902-1978)*, Paris, Cheff, 2006, p. 299-303.

⁵⁹ Archives du Crédit national (ACN), Procès-verbal des délibérations du Conseil d'administration (PVCA), Séance du 8 octobre 1946.

⁶⁰ Toutes les sommes sont en dollars américains. Au 9 mai 1947, les prêts américains 1946 sont presque entièrement consommés. Source : ACN, Carton 1393 EP 8, Dossier 1, Farde 3, Lettre de W. Baumgartner à la BIRD, 9 mai 1947, Annexe B-a : Montant total des crédits extérieurs ouverts à la France. La colonne « % d'utilisation » est un ajout de l'auteur.

main sur l'ensemble du processus, avec l'appui de la Caisse des dépôts et du Trésor⁶¹. Ainsi, lors de la séance du Conseil d'administration de juin 1946 – donc au moment de la conclusion des accords Blum-Byrnes et du dépôt de la demande de prêt française auprès de la BIRD –, Wilfrid Baumgartner informe-t-il les administrateurs de l'épuisement des ressources en francs de l'établissement en vue du règlement des dommages de guerre⁶². La solution projetée, un emprunt obligataire public à 3 %, est mise en œuvre dès le mois de juillet, mais le placement en est lent et fastidieux, le niveau de 30 milliards de francs n'étant atteint qu'avec le concours de la Caisse des dépôts et consignations, loin des 40 milliards envisagés⁶³.

Aussi, dès son retour de sa première mission à Washington, Wilfrid Baumgartner évoque-t-il l'intérêt direct de cet emprunt pour le Crédit national, à savoir « l'avantage de procurer en francs la contrepartie de 500 millions de dollars qui seraient affectés au financement des importations nécessitées par le rééquipement du Pays, et par conséquent de permettre d'ajourner pendant une certaine période toute émission d'emprunt sur le marché intérieur sous la signature de l'Établissement⁶⁴ ». Au taux de change alors en vigueur, 500 millions de dollars représentent en effet environ 60 milliards de francs, suffisant à deux années environ de règlements de dommages de guerre. Ce montant de 500 millions de dollars demeure celui indiqué aux administrateurs lors du second *round* de négociations, en décembre 1946. C'est lors du troisième compte rendu de voyage de Wilfrid Baumgartner, en mars 1947, que les termes définitifs de la négociation apparaissent : « Bien que l'ambiance soit actuellement assez défavorable aux investissements à l'étranger, on peut espérer que la Banque Internationale pourra consentir sur la trésorerie dont elle dispose un premier prêt, dont le montant atteindrait environ la moitié de la somme demandée par la France⁶⁵. »

Les illusions, à cette date, sont donc envolées et les lignes générales du prêt fixées. En fait, dès le mois de janvier 1947, il était acquis que le prêt serait réalisé, au mieux, sous forme de deux tranches de 250 millions de dollars⁶⁶. Le rapport officiel sur la demande française est présenté au Conseil d'administration de la BIRD le 27 février 1947. Ce rapport, jugé bienveillant par Guy de Carmoy, car il valide la demande française, de caractère « général » au regard des statuts de la BIRD, montre en particulier que « l'aide extérieure est une condition essentielle du redressement de la France », mais indique que tout le crédit demandé ne sera pas accordé et soulève enfin la question des « risques politiques en cours » en France⁶⁷.

L'installation définitive de John McCloy repousse la conclusion définitive du prêt, mais éclaircit la notion de « risque politique » : elle n'est pas liée à l'orientation idéologique gouvernementale mais découle de deux inquiétudes clairement exprimées par John McCloy d'abord, E. Black ensuite, à savoir l'équilibre budgétaire hors dépenses d'investissement, d'une part, l'engagement clair de poursuivre le

⁶¹ Patrice Baubeau, « Le Crédit national dans l'évolution des circuits de financement », dans Serge Berstein et Pierre Milza, *L'année 1947, op. cit.*, p. 127-145.

⁶² ACN, PVCA, séance du 26 juin 1946.

⁶³ ACN, PVCA, séances du 6 août et du 10 septembre 1946.

⁶⁴ ACN, PVCA, séance du 12 novembre 1946.

⁶⁵ ACN, PVCA, séance du 11 mars 1947.

⁶⁶ CAEF, DOSSIER, Lettre de G. de Carmoy du 20 décembre 1946.

⁶⁷ CAEF, DOSSIER, Lettre de G. de Carmoy du 27 février 1947.

payement des arrérages sur les dettes extérieures, d'autre part⁶⁸. E. Black en particulier se fait à cet égard l'écho, auprès de G. de Carmoy, de la rumeur selon laquelle « la France demanderait le 1^{er} avril prochain, conformément aux accords financiers du printemps dernier, à suspendre le paiement des intérêts sur le crédit de 720,000,000 dollars consenti au titre de la loi prêt bail et des surplus⁶⁹ », rumeur aussitôt démentie par Christian Valensi.

Au final, le 12 avril 1947, les clauses essentielles du contrat d'emprunt sont présentées aux négociateurs français emmenés pour la quatrième fois par Wilfrid Baumgartner : un prêt de 250 millions de dollars, sur 30 ans, avec 5 ans de différé d'amortissement, et au taux nominal de 4 ¼ %, sans engagement « pour la seconde tranche⁷⁰ ». À cette date, ce n'est donc pas la BIRD, mais les négociateurs français qui refusent ce prêt en l'état, en raison des autres conditions attachées au contrat : l'éviction des ministres communistes le 4 mai ne joue donc aucun rôle, en tout cas du côté de la BIRD. Le contrat final, signé le 9 mai, est sommairement présenté lors de la séance du Conseil d'administration du Crédit national du 14 mai, avant adoption lors d'une séance spéciale le 19 mai.

Conclusions

Devant ce résultat, on peut d'une part se demander pourquoi il a fallu si longtemps et ensuite quelles sont les raisons de la relative déception française, alors même que par son montant et au regard des ressources de la BIRD, ce prêt est clairement « politique » : aucune autre raison ne pourrait expliquer qu'une banque immobilise ainsi un tiers de ses ressources. Comme on l'a vu, la première raison du délai tient aux problèmes propres à la BIRD elle-même : sa mise en place difficile, le conflit qu'elle entraîne entre les diagonales « politique » et « financière » du pouvoir fédéral de Washington, la nécessité de s'entourer de toutes les précautions afin de démarrer sur des bases saines. Une seconde raison tient aux difficultés à accepter le schéma esquissé dès 1946, car les Français sont très conscients de la fragilité d'un plan de modernisation et d'équipement dont un aspect crucial – le financement en devises – n'est pas assuré. La troisième raison découle directement du fait qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle devise, mais du dollar. En fait, les clauses qui ont été les plus âprement discutées portent moins sur les conditions « bancaires » du crédit que sur les clauses de souveraineté qu'il comporte.

En effet, on pourrait croire⁷¹ que l'intervention du Crédit national comme intermédiaire entre l'État et la BIRD suffirait à mettre à l'abri la souveraineté de la France. Il n'en fut rien. Quatre séries de clauses eurent à cet égard un poids considérable, et ce sont d'ailleurs ces clauses que l'on retrouve évoquées dans les débats parlementaires : « *negative pledge* », contrôle de l'emploi des fonds, garantie de change et devoir d'information exigé de l'emprunteur. Il n'est pas possible d'en expliquer les détails dans le cadre restreint d'un article, mais elles témoignent moins d'une méfiance spécifique envers la France ou de la part de la BIRD que du

⁶⁸ CAEF, DOSSIER, Lettre de G. de Carmoy du 7 mars 1947, compte rendu de l'entretien entre G. de Carmoy et J. McCloy du 7 mars 1947.

⁶⁹ CAEF, DOSSIER, Lettre de G. de Carmoy du 21 mars 1947.

⁷⁰ CAEF, DOSSIER, Lettre de G. de Carmoy du 17 avril 1947

⁷¹ Et c'est ce que j'écrivais à tort en 2000.

renversement de l'image que le pays a de lui-même, de créancier à débiteur. Comme le dit Jacques Duclos : « Cela coûte cher d'être pauvre⁷² », et Pierre Schneider de poursuivre : « M. Duclos se montrait bien l'héritier des vieilles traditions bourgeoises de ce pays quand il s'étonnait, tout à l'heure, que la France, autrefois si riche, soit amenée à emprunter⁷³. »

Au fond, c'est là le cœur du problème posé par le *dollar gap* : il manifeste l'appauvrissement d'un pays dont la monnaie n'est plus un moyen adéquat de paiement de ses approvisionnements vitaux à l'étranger. La cherté supposée du taux d'intérêt imposé à la France est en effet très relative : au même moment, le Crédit foncier et le Crédit national, utilisant pourtant des francs créés en grande quantité *via* le financement monétaire de l'économie, prêtent à 5 ½ %⁷⁴. Si ce taux apparaît aussi élevé, c'est qu'il s'applique moins à des importations de machines susceptibles d'un amortissement à moyen ou long terme qu'à des importations de matières premières : 175 millions de dollars environ sur les 250, laissant 400 millions de dollars d'importations du plan Monnet non financées⁷⁵. Autant dire que non seulement le prêt BIRD ne règle rien, ni pour le plan, ni pour l'approvisionnement en pain ou en charbon, ni pour la reconstruction industrielle, mais qu'il manifeste une perte de souveraineté face à la contrainte extérieure qui ne dépend ni des Américains, ni des Soviétiques, mais de la faiblesse française : le *dollar gap* est d'abord le gouffre du franc, creusé par la guerre et la défaite.

L'auteur

Patrice Baubeau est maître de conférences à l'université Paris Ouest Nanterre, IDHE (UMR 8533). Il a récemment publié : *Convergence and Divergence of National Financial Systems: Evidence from the Gold Standards, 1871-1971* (Pickering & Chatto, 2010) et « Parole d'argent et emprunt or. Antoine Pinay face au "mythe" Poincaré » (*Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 108, 2010).

Résumé

Le prêt accordé par la Banque internationale de reconstruction et de développement à la France en mai 1947, le premier de la jeune institution multilatérale, fut reçu avec déception en France : trop peu, trop cher, trop tard. Pourtant, par son montant comme par sa justification, ce prêt apparaît comme un signal politique positif adressé aux gouvernants français. En fait, cette déception s'explique par la dureté de la négociation avec une BIRD qui change profondément en quelques mois, et par la prise de conscience que la cause et la solution du *dollar gap* se situent moins du côté américain que français.

Mots clés : banque ; crédit ; dollar ; reconstruction, guerre froide.

Abstract

The loan extended to France by the International Bank for Reconstruction and Development in May 1947, the first from the young multilateral institution, was not well received in France: too small, too expensive, too late. However, by its sheer

⁷² *JORF, DP, AN*, séance du 23 mai 1947, p. 1751.

⁷³ Député MRP. *Id.*, p. 1753.

⁷⁴ ACN, PVCA, séance du 14 janvier 1947.

⁷⁵ *JORF, op. cit.*, p. 1752 et 1755.

Patrice Baubeau, « La BIRD, la France et le *dollar gap*, 1946-1947 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

amount as well as by what it was supposed to finance, this loan was indeed a strong positive signal to French leaders. The disappointment must thus be explained by the harsh negotiation with the IBRD, which went through a profound change in a few months time, and by the realisation that the causes and solutions to the dollar gap were on the French side.

Key words: Bank; Credit; Dollar; Reconstruction; Cold War.

Pour citer cet article : Patrice Baubeau, « La BIRD, la France et le *dollar gap*, 1946-1947 », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 19, janvier-avril 2013 [en ligne, www.histoire-politique.fr]